



Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales

ISSN : 2789-9578



N° 6 - Décembre 2025

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales
Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines (INRSSH)

ISSN : 2789-9578

Contact

E-mail : revue.boluki@gmail.com

Tél : (+242) 06 498 85 18 / 06 639 78 24

BP : 14955, Brazzaville, Congo

Directeur de publication

OBA Dominique, Professeur Titulaire (Relations internationales), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

KOUYIMOUSOU Virginie, Maître de Conférences (Sciences de l'éducation), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

GHIMBI Nicaise Léandre Mesmin, Maître-Assistant (Psychologie clinique), Université Marien Ngouabi (Congo)

GOMAT Hugues-Yvan, Maître-Assistant (Écologie Végétale), Université Marien Ngouabi (Congo)

GOMA-THETHE BOSSO Roval Caprice, Maître-Assistant (Histoire et civilisations africaines), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maître-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maître-Assistant (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

VOUNOU Martin Pariss, Maître-Assistant (Relations internationales), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique

AKANOKABIA Akanis Maxime, Maître de Conférences (Philosophie), Université Marien NGOUABI (Congo)

ALEM Jaouad, Professeur-agrégé (Mesure et évaluation en éducation), Université Laurentienne (Canada)

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Education), Université Marien NGOUABI (Congo)

DIANZINGA Scholastique, Professeur Titulaire (Histoire sociale et contemporaine), Université Marien Ngouabi (Congo)

DITENGO Clémence, Maître de Conférences (Géographie humaine et économique), Université Marien NGOUABI (Congo)

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Maître de Conférences (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

EYELANGOLI OKANDZE Rufin, Maître de Conférences (Analyse Complexe), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

MABONZO Vital Delmas, Maître de Conférences (Modélisation mathématique), Université Marien NGOUABI (Congo)

MOUNDZA Patrice, Maître de Conférences (Géographie humain et économique), Université Marien NGOUABI (Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

NDINGA Mathias Marie Adrien, Professeur Titulaire (Economie du travail et des ressources humaines), Université Marien Ngouabi (Congo)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie Jules Verne (France)

SAH Zéphirin, Maître de Conférences (Histoire et civilisation africaines), Université Marien NGOUABI (Congo)

SAMBA Gaston, Maître de Conférences (Géographie physique : climatologie), Université Marien NGOUABI (Congo)

YEKOKA Jean Félix, Maître de Conférences (Histoire et civilisation africaines), Université Marien NGOUABI (Congo)

ZACHARIE BOWAO Charles, Professeur Titulaire (Philosophie), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité de lecture

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)
MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)
NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)
NDOUNIAMA ONIONGUI Van-Brentano, Docteur en sciences économiques et gestion, Université Marien Ngouabi (Congo)
NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)
ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)
YALA KOUANDZI Rony Dévyllers, Maître de Conférences (Littérature, africaine), Université Marien Ngouabi (Congo)

SOMMAIRE

La Résilience des élèves filles des classes de CM face au redoublement scolaire dans la circonscription scolaire de Mfilou-Ngamaba..... 7

Virginie KOUYIMOUSSOU

La gestion des catastrophes naturelles par la Direction Générale d'Action Humanitaire en République du Congo : enjeux et perspectives..... 21

NDOUNIAMA ONONGUI Van-Brentano

NGAKOLI Esther Victorie

*Critical View on English Teacher Training in Niger Education: A Study undertaken in Niamey City.....*33

OUMAROU Ibrahim

Le sous-sol dans la politique coloniale de l'Allemagne au Cameroun (1884-1914): ingratitude du sous-sol ou incapacité de mise en valeur ? 47

MPOMZOK Alfred

Public Attitudes and the Negative Feminization of Childlessness in West Africa 62

C. Maurice Laurenz GADE

Célestin GBAGUIDI

L'Église catholique au Burkina Faso face à la recomposition de l'espace public : mobilisations de rue, opinion publique et société civile..... 71

Mwinniakpèon Victorien KPODA

Dynamiques spatio-temporelles et régression des formations végétales naturelles dans la commune de Bantè au centre du Bénin 83

LAOUROU Jean TOSSOU N'gnonnissè Mèdèhouénou, CAKPO Tété Yvonne, FANGNON Bernard

Effets des facteurs associés au capital humain sur l'engagement et la performance en entrepreneuriat : cas des jeunes entrepreneurs au Togo..... 99

EFFA Kokoutse Nyuiadzi

BAWA Ibn Habib

L'entrepreneuriat comme mécanisme de résilience socioéconomique des jeunes dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun (1987-2021) 114

Jean Pierre Ayangma Ndjere

Forêt classée de Yamba Berté (Sud-Ouest du Tchad) : entre conquête paysanne et politiques de conservation..... 127

FOURISSOU Bibilia Marcel, HAIWANG Djaklessam, ZOUA Blao¹, DJANGRANG Man-na

<i>Stéréotypes et difficile insertion professionnelle des sociologues au Togo.....</i>	<i>139</i>
Assindah MAGNETINE	
Bahan LANDJERGUE	
<i>La France et la réglementation de l'émigration internationale des Camerounais (1922-1959)</i>	<i>156</i>
Cyrille Aymard BEKONO	
<i>Enjeux et rôles des experts locaux dans la recherche des solutions durables dans un</i>	
<i>Etat : le cas du Cameroun dans la riposte contre la Covid 19 de 2019 à</i>	
<i>2024.....</i>	<i>184</i>
Salomé Michelle Rose Edima	
<i>Hama Gaasu, sémiotique du chant à l'épopée des dieux du panthéon Zarma-</i>	
<i>Songhoy.....</i>	<i>199</i>
Adamou SIDDO	
Sènakpon Socrate Sosthène TOBADA	

**La gestion des catastrophes naturelles par la Direction Générale
d'Action Humanitaire en République du Congo : enjeux
et perspectives**

Docteur NDOUNIAMA ONONGUI Van-Brentano

**Enseignant-chercheur à l'École Supérieure de Gestion et d'Administration
des Entreprises et Institut National de Recherche en Sciences Sociales et
Humaines**

**NGAKOLI Esther Victorie, Docteure en Sciences Économiques
Enseignante-chercheuse à l'Université Marien Ngouabi**

Résumé

Au cours des dernières décennies, la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles se sont accrues, représentant une menace majeure pour les sociétés, particulièrement en Afrique subsaharienne. En République du Congo, la vulnérabilité des populations face aux inondations, sécheresses, épidémies et autres aléas résulte d'un cadre institutionnel fragile et d'une faible résilience communautaire. L'objectif général de cet article est d'analyser la gestion des catastrophes naturelles par la Direction Générale de l'Action Humanitaire (DGAH), en mobilisant une démarche mixte combinant les enquêtes et entretiens. Les résultats montrent avec évidence qu'il existe des lacunes significatives dans le cadre juridique et opérationnel, une coordination limitée entre acteurs, ainsi qu'une faible implication des communautés dans les dispositifs de prévention et de réponse. L'étude confirme que l'absence de planification participative et de mécanismes de sensibilisation renforce la vulnérabilité locale.

Mots-clés : catastrophes naturelles, gestion des risques, résilience communautaire, DGAH ,République du Congo.

Abstract

Over the past few decades, the frequency and intensity of natural disasters have increased, posing a major threat to societies, particularly in sub-Saharan Africa. In the Republic of Congo, the vulnerability of populations to floods, droughts, epidemics, and other hazards is the result of a fragile institutional framework and weak community resilience.

The overall objective of this article is to analyze the management of natural disasters by the Directorate General for Humanitarian Action (DGAH), using a mixed approach combining surveys and interviews.

The results clearly show that there are significant gaps in the legal and operational framework, limited coordination between actors, and low community involvement in prevention and response mechanisms. The study confirms that the lack of participatory planning and awareness-raising mechanisms increases local vulnerability.

Keywords: natural disasters, risk management, community resilience, DGAH, Republic of Congo.

Introduction

Au cours des dernières décennies, l'augmentation concomitante de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles en l'occurrence les inondations, sécheresses, séismes, glissements de terrain et épidémies s'est imposée comme une problématique majeure à l'échelle mondiale.

L'Afrique subsaharienne en général, et la République du Congo en particulier, se distingue par une exposition particulièrement élevée à ces aléas, lesquels compromettent non seulement la sécurité des populations, mais également la pérennité des infrastructures, la stabilité économique et la cohésion sociale.

La vulnérabilité structurelle des communautés congolaises résulte, en grande partie, de l'absence d'une préparation adéquate, d'un cadre institutionnel insuffisamment opérationnel et d'une résilience communautaire¹ encore embryonnaire.

Dans ce contexte, la gestion des catastrophes naturelles s'affirme comme un enjeu stratégique et humanitaire de premier ordre, interrogeant la capacité des institutions à concevoir et mettre en œuvre des dispositifs de prévention, d'alerte et d'intervention adaptés.

La Direction Générale de l'Action Humanitaire (DGAH), en tant qu'acteur institutionnel pivot, occupe une place centrale dans la coordination des interventions et la régulation des mécanismes de réponse. Toutefois, l'efficacité de ces dispositifs demeure sujette à questionnements.

La problématique qui sous-tend ce papier est axé sur **les mécanismes actuels de gestion des catastrophes naturelles mis en œuvre par la DGAH.**

La question centrale de cette étude est de savoir : dans quelle mesure les mécanismes actuels de gestion des catastrophes naturelles mis en œuvre par la DGAH permettent-ils

¹ Selon Michael Ungar (2018), la résilience communautaire désigne la manière dont une communauté est capable à mobiliser et organiser ses ressources sociales, culturelles, environnementales et institutionnelles afin de soutenir ses membres, de réduire la vulnérabilité collective et de maintenir un fonctionnement adaptatif face aux perturbations.

de répondre de manière efficiente, coordonnée et durable aux aléas naturels qui affectent la République du Congo ?

De cette question centrale découle les questions de recherche suivantes :

- Dans quelle mesure le dispositif institutionnel actuel comporte-t-il des insuffisances juridiques et organisationnelles susceptibles de limiter l'efficacité des actions de gestion des catastrophes naturelles ?
- Dans quelle mesure l'absence de mécanismes de planification participative et de sensibilisation communautaire freine-t-elle le développement d'une résilience locale durable ?

Deux hypothèses principales guident l'investigation :

- **H1** : Le dispositif institutionnel en vigueur présente des insuffisances juridiques et organisationnelles limitant significativement l'efficacité des actions de gestion des catastrophes naturelles.
- **H2** : L'absence de mécanismes de planification participative et de sensibilisation communautaire constitue un frein majeur au développement d'une résilience locale durable.

Ce papier opte pour une approche mixte (questionnaire et entretiens). La suite de ce travail est structurée de la manière suivante : la section I, mise sur la méthodologie ; section II, les résultats, section III, discussions et enfin la section IV, la conclusion.

Section I : Méthodologie

La présente recherche repose sur une **démarche méthodologique mixte**, combinant de manière complémentaire les méthodes quantitatives, qualitatives.

Dans une logique de triangulation visant à garantir la validité et la robustesse des résultats (Creswell & Plano Clark, 2017). Cette combinaison méthodologique permet non seulement de mesurer objectivement l'efficacité des dispositifs institutionnels et opérationnels de la Direction Générale de l'Action Humanitaire (DGAH), mais également d'enrichir l'analyse par une

compréhension approfondie des dynamiques humaines, organisationnelles et partenariales en jeu.

1. Approche quantitative

L'approche quantitative s'est matérialisée par l'administration d'un **questionnaire standardisé** auprès des cadres et agents de la DGAH. Cette démarche a permis de collecter des données mesurables et comparables relatives à l'efficacité institutionnelle et opérationnelle.

Le questionnaire est porté sur plusieurs dimensions clés : la pertinence des mécanismes de coordination, l'adéquation des ressources humaines et matérielles, la réactivité dans la gestion des crises humanitaires, ainsi que la perception de la performance institutionnelle. L'utilisation d'échelles de mesure fermées a favorisé une analyse statistique rigoureuse, permettant de dégager des tendances générales, de mesurer des écarts significatifs et de mettre en lumière les corrélations entre variables organisationnelles et performance perçue.

2. Approche qualitative

En complément, une **approche qualitative** a été mobilisée afin de dépasser les limites de la mesure quantitative et de saisir la complexité des réalités institutionnelles. Des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de responsables institutionnels et de partenaires humanitaires, notamment des représentants d'ONG et d'agences internationales opérant au Congo.

Ce dispositif a permis d'explorer les perceptions subjectives, les expériences vécues et les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des actions humanitaires. L'analyse thématique des entretiens a mis en évidence les tensions entre contraintes structurelles (centralisation, manque de ressources, lenteurs administratives) et logiques partenariales (coopération, adaptation aux standards internationaux). Elle a également révélé des opportunités d'amélioration, notamment en matière de gouvernance participative, de décentralisation et de renforcement des capacités locales.

La recherche s'est également appuyée sur une **analyse documentaire approfondie** mobilisant une variété de sources : rapports institutionnels de la DGAH, textes législatifs nationaux encadrant l'action humanitaire, et littérature scientifique internationale portant sur la gouvernance et la gestion des crises humanitaires.

Ce travail permet de mettre en perspective les pratiques locales par rapport aux standards et aux cadres normatifs internationaux, en particulier ceux définis par les Nations Unies et les organisations humanitaires internationales. Elle a également favorisé l'identification des écarts entre les prescriptions normatives et les pratiques effectives, renforçant ainsi la portée analytique de l'étude.

3. Traitement et analyse des données

Le **traitement des données** a reposé sur une double démarche. D'une part, une **méthode statistique** a été mobilisée pour présenter, interpréter et valider les résultats issus des questionnaires, en mobilisant des indicateurs descriptifs et inférentiels afin d'objectiver les perceptions recueillies.

D'autre part, une **méthode analytique** a été employée pour mettre en relation ces résultats avec les hypothèses de recherche, tout en les confrontant à la littérature existante. Cette articulation méthodologique a permis de produire une interprétation holistique, intégrant à la fois les données chiffrées, les récits qualitatifs et les référentiels normatifs.

Cette approche méthodologique mixte, fondée sur la complémentarité entre mesure statistique, compréhension qualitative, offre un cadre robuste pour évaluer l'efficacité institutionnelle de la DGAH. Elle permet d'aboutir à une analyse à la fois empirique et théorique, susceptible de nourrir des recommandations opérationnelles et stratégiques adaptées aux réalités congolaises, tout en étant alignées avec les standards internationaux de l'action humanitaire.

Section II : Résultats

L'analyse empirique, fondée sur une approche quantitative et qualitative, met en lumière plusieurs constats saillants relatifs à la gestion des catastrophes par la DGAH.

1. Cadre institutionnel

Bien que la DGAH bénéficie d'un mandat légal explicite en matière de gestion des catastrophes, les résultats révèlent des failles persistantes dans la gouvernance institutionnelle.

La coordination interinstitutionnelle apparaît fragmentée, traduisant un déficit d'articulation entre les différents acteurs publics et privés impliqués. De surcroît, la répartition des

responsabilités demeure inégalement clarifiée, entraînant des chevauchements de compétences et une application partielle des textes réglementaires.

Ces lacunes institutionnelles confirment les travaux de **Crozier et Friedberg (1977)** sur les effets des zones d'incertitude dans les organisations publiques, où la faiblesse de la régulation formelle engendre des dysfonctionnements opérationnels.

2. Prévention et alerte précoce

L'évaluation des dispositifs de prévention révèle des limitations majeures dans les systèmes d'alerte. Leur couverture géographique demeure incomplète, et l'intégration des savoirs locaux, pourtant essentielle à l'efficacité des dispositifs, reste marginale. Ce constat rejoint les analyses de **Wisner et al. (2004)** sur l'importance d'une approche holistique combinant technologies modernes et savoirs endogènes dans la réduction des risques de catastrophe. L'absence de mécanismes de communication adaptés aux réalités locales accroît la vulnérabilité des populations exposées.

3. Intervention et secours

Les interventions de secours sont caractérisées par une temporalité tardive et un manque de coordination opérationnelle. Ces insuffisances renforcent l'ampleur des pertes humaines et matérielles, accentuant la dépendance des communautés aux aides extérieures. Ce constat s'inscrit dans la littérature sur les limites de la gestion réactive des catastrophes, laquelle privilégie la réponse d'urgence au détriment d'une anticipation stratégique (Alexander, 2013). Les résultats suggèrent ainsi une nécessité de repenser l'articulation entre logistique, leadership et planification multisectorielle.

4. Résilience communautaire

Les données qualitatives montrent que les populations locales demeurent faiblement impliquées dans les dispositifs de prévention et de réponse. La faible sensibilisation et l'absence d'une participation effective limitent leur capacité de résilience. Ce déficit de mobilisation sociale corrobore les analyses de **Adger (2000)**, qui soulignent que la résilience ne peut être effective

sans une gouvernance inclusive et participative. En d'autres termes, la centralisation excessive des dispositifs de la DGAH empêche l'appropriation communautaire des mécanismes de gestion des risques.

Ces résultats confirment les hypothèses de recherche en mettant en évidence deux dimensions essentielles :

- des **insuffisances structurelles** liées aux failles institutionnelles, aux retards d'intervention et à l'absence d'une stratégie intégrée de prévention ;
- une **faible inclusion communautaire**, traduite par l'absence d'un partenariat solide entre les autorités et les populations locales dans la conception et la mise en œuvre des dispositifs de gestion des catastrophes.

Ces constats démontrent que l'efficacité de la gestion des catastrophes repose sur la consolidation du cadre institutionnel, le renforcement des systèmes d'alerte et l'implication active des communautés comme acteurs centraux de la résilience.

Section III : Discussion

Les résultats de cette étude soulignent que la gestion des catastrophes naturelles au Congo, assurée par la Direction Générale de l'Action Humanitaire (DGAH), demeure marquée par une tension entre l'existence d'un cadre institutionnel formel et l'absence de dispositifs opérationnels performants. Si le mandat légal confère à la DGAH une légitimité normative, la faiblesse de la coordination interinstitutionnelle et l'insuffisance des mécanismes de mise en œuvre réduisent considérablement l'efficacité de l'action publique. Cette situation s'inscrit dans la perspective plus large des travaux de **Comfort (2007)** et **Tierney (2014)**, qui démontrent que dans de nombreux pays en développement, l'écart entre architecture juridique et capacités opérationnelles constitue un obstacle structurel à la gouvernance des risques.

L'étude met également en évidence le rôle marginal accordé aux populations locales dans la prévention et la réponse aux catastrophes. Cette faible implication communautaire compromet la construction d'une véritable résilience sociétale, rejoignant les analyses de **Wisner et al. (2012)** dans le cadre du modèle *Pressure and Release (PAR)*, selon lequel les vulnérabilités

sociales non prises en compte aggravent les impacts des aléas naturels. La littérature récente insiste sur la nécessité d'un modèle participatif de gestion des risques, mobilisant les savoirs endogènes, les pratiques locales et la co-construction de stratégies d'adaptation (Gaillard & Mercer, 2013). Or, les résultats de la présente recherche confirment l'existence d'un décalage entre politiques institutionnelles centralisées et dynamiques communautaires de terrain.

Par ailleurs, les limites observées dans les systèmes d'alerte précoce révèlent une fragilité technologique et organisationnelle. La couverture géographique incomplète et la faible intégration des savoirs locaux traduisent une dépendance aux approches top-down, qui peinent à anticiper les risques spécifiques aux contextes locaux. Ces constats rejoignent les observations de **UNDRR (2021)**, qui souligne que l'efficacité des dispositifs d'alerte repose sur leur accessibilité, leur contextualisation culturelle et leur appropriation par les communautés exposées.

Cependant, au-delà de ces contraintes, des perspectives positives émergent. D'une part, l'ouverture progressive de la DGAH aux partenariats avec des ONG et agences internationales constitue un levier d'apprentissage institutionnel et d'hybridation des pratiques. D'autre part, la diffusion de politiques internationales de résilience — notamment dans le cadre du *Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes 2015-2030* — offre un référentiel normatif susceptible de renforcer la planification stratégique nationale. Enfin, l'essor des technologies de communication et des systèmes d'information géographique (SIG) ouvre des opportunités pour améliorer la rapidité, la précision et la coordination des interventions.

En définitive, cette recherche met en lumière une gestion des catastrophes encore marquée par des déficits de planification, de coordination et d'inclusion sociale, mais qui s'inscrit dans une trajectoire potentiellement évolutive. Le passage d'un modèle réactif à un modèle anticipatif, participatif et technologiquement soutenu constitue un impératif stratégique pour la DGAH, si elle souhaite répondre aux défis croissants posés par la multiplication et l'intensification des catastrophes naturelles dans le contexte congolais.

Section IV : Conclusion

La présente étude a offert une analyse approfondie des mécanismes de gestion des catastrophes naturelles mis en œuvre par la Direction Générale de l'Action Humanitaire (DGAH) en République du Congo. Les résultats obtenus mettent en évidence que, bien qu'un cadre institutionnel formel soit en place, les dispositifs opérationnels restent insuffisants et sont limités par des lacunes d'ordre juridique, organisationnel et fonctionnel. Ces constats corroborent les hypothèses initiales selon lesquelles l'efficacité de la gestion des catastrophes dépend autant de la robustesse des textes réglementaires que de la capacité d'exécution opérationnelle.

Pour renforcer l'efficacité et la résilience du système de gestion des catastrophes naturelles, plusieurs recommandations stratégiques émergent :

- **révision et clarification du cadre institutionnel et réglementaire** : il s'agit d'adapter les textes existants pour réduire les ambiguïtés et améliorer la coordination interinstitutionnelle.
- **développement de systèmes d'alerte précoce intégrant les savoirs locaux** : la combinaison des technologies modernes et des connaissances communautaires peut permettre une anticipation plus précise des risques.
- **promotion d'une planification participative impliquant les communautés** : l'inclusion des populations locales dans la définition et la mise en œuvre des plans d'action renforce l'appropriation et l'efficacité des mesures de prévention et de réponse.
- **renforcement des capacités logistiques et financières de la DGAH** : un soutien accru en ressources humaines, matérielles et financières est nécessaire pour garantir la réactivité et la pérennité des interventions.

Ainsi, l'étude conclut que la mise en œuvre d'une **gestion intégrée, proactive et inclusive des risques naturels** constitue une priorité stratégique pour la République du Congo. Une telle approche est essentielle pour réduire la vulnérabilité des populations, améliorer la résilience des territoires exposés et assurer une réponse humanitaire rapide, coordonnée et efficace face aux catastrophes naturelles.

Bibliographie

Ouvrages

- Alexander, D. (2013). *Disaster and Emergency Planning for Preparedness, Response, and Recovery*. New York: Oxford University Press.
- Cutter, S. L., Burton, C. G., & Emrich, C. T. (2010). *Disaster Resilience Indicators for Benchmarking Baseline Conditions*. Washington, DC: Island Press.
- Wisner, B., Blaikie, P., Cannon, T., & Davis, I. (2004). *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters* (2nd ed.). London: Routledge.
- Paton, D., & Johnston, D. (2006). *Disasters and Communities: Vulnerability, Resilience and Preparedness*. Springfield: Charles C. Thomas Publisher.

Articles scientifiques

- Adger, W. N. (2006). Vulnerability. *Global Environmental Change*, 16(3), 268–281.
- Wisner, B. (2006). Let our children teach us! A review of the role of education and knowledge in disaster risk reduction. *Disasters*, 30(1), 1–16.
- Kapucu, N., & Van Wart, M. (2006). The evolving role of the public sector in managing catastrophic disasters: Lessons learned. *Administration & Society*, 38(3), 279–308.
- Pelling, M., & High, C. (2005). Understanding adaptation: What can social capital offer assessments of adaptive capacity? *Global Environmental Change*, 15(4), 308–319.
- Unger, M. (2018). Systemic resilience: Principles and processes for a science of change in human development. *Ecology and Society*, 23(4), 1-34.

Rapports institutionnels

- Organisation des Nations Unies (ONU). (2015). *Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015–2030*. Geneva: UNDRR.

- Banque Mondiale. (2010). *Natural Hazards, UnNatural Disasters: The Economics of Effective Prevention*. Washington, DC: World Bank.
- Ministère de l'Intérieur de la République du Congo. (2020). *Plan National de Gestion des Catastrophes et Risques Naturels*. Brazzaville: DGAH.